

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2019/13156]

**6 JUIN 2019. — Arrêté royal
Gouvernement. — Démission. — Modification**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Vu la Constitution, l'article 96;
Sur la proposition du Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est acceptée, la démission offerte par M. Fr. BELLOT, de ses fonctions de Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges.

Art. 2. Mme S. WILMES, Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargée de la Loterie nationale et de la Politique scientifique, est également chargée de la Mobilité, de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 juin 2019.

Art. 4. Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2019/13156]

**6 JUNI 2019. — Koninklijk besluit
Regering. — Ontslag. — Wijziging**

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Gelet op de Grondwet, artikel 96;
Op de voordracht van de Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Wordt aanvaard, het ontslag aangeboden door de heer Fr. BELLOT, uit zijn ambt van Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Art. 2. Mevr. S. WILMES, Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid, wordt eveneens belast met Mobiliteit, Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 10 juni 2019.

Art. 4. De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/12631]

**17 MAI 2019. — Arrêté royal relatif aux aumôniers, aux conseillers
des cultes et aux conseillers moraux auprès des prisons**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à fixer le statut et l'exercice des fonctions pour les aumôniers des cultes reconnus, les conseillers des cultes reconnus et les conseillers moraux d'organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle rémunérés, et les bénévoles qui offrent une assistance religieuse ou morale aux détenus dans les prisons.

Ce projet de texte a fait l'objet d'une concertation avec les représentants des organes représentatifs de tous les cultes reconnus et d'une organisation philosophique non confessionnelle reconnue - le Conseil Central Laïque.

Le projet s'inscrit dans le cadre des recommandations formulées par la commission d'enquête parlementaire sur les attentats terroristes, plus particulièrement en ce qui concerne l'amélioration de l'accompagnement religieux et non confessionnel, résumé comme suit dans le rapport condensé de la commission d'enquête :

« Il est possible de lutter contre la radicalisation en offrant un accompagnement religieux, spirituel et non confessionnel de qualité aux détenus qui en ressentent le besoin. Davantage de moyens sont déjà prévus à cet effet actuellement, ce qui a permis d'engager plus d'accompagnateurs religieux et laïcs. La qualité de l'offre pourrait encore être améliorée en revalorisant ces fonctions, y compris sur le plan financier. Ces personnes, fortes dans leurs compétences particulières, doivent certainement être associées à l'élaboration de programmes de prévention et d'accompagnement. Bien sûr, leur rôle doit être évalué régulièrement ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/12631]

**17 MEI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de aalmoezeniers, de
consulenten van de erediensten en de moreel consulenten bij de
gevangenis**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het huidige ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, beoogt de vaststelling van het statuut en de uitoefening van de functies voor de bezoldigde aalmoezeniers van erkende erediensten, van de consulenten van erkende erediensten en de moreel consulenten van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing en de vrijwilligers die de gedetineerden de morele of religieuze bijstand in de gevangenis verlenen.

Deze ontwerp tekst werd opgesteld in overleg met de vertegenwoordigers van de representatieve organen van alle erkende erediensten en een erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke organisatie - de Centrale Vrijzinnige Raad.

Het ontwerp kadert binnen de geformuleerde aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie over de terreuraanslagen, meer bepaald wat betreft de verbetering van de religieuze en niet-confessionele begeleiding, als volgt samengevat in het beknopt verslag van de onderzoekscommissie :

“Radicalisering kan men tegengaan door aan de gedetineerden die daar behoefte aan hebben, een goede religieuze, spirituele en niet-confessionele begeleiding te bieden. Hiervoor worden nu al meer middelen uitgetrokken, waardoor men meer religieuze begeleiders en lekenbegeleiders in dienst kon nemen. De kwaliteit van het aanbod zou nog kunnen verbeteren door die functies hoger te waarderen, ook financieel. Deze mensen, met hun bijzondere vaardigheden, moeten zeker worden betrokken bij het opstellen van preventie- en begeleidingsprogramma's. Het spreekt vanzelf dat hun rol geregeld moet worden geëvalueerd”.

Le présent projet se fonde sur les principes développés dans la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus. Cette loi reconnaît, dans le chef du détenu, le droit de vivre et de pratiquer sa religion ou sa philosophie de manière collective et individuelle (art. 19, § 1^{er}, 71 à 75, 113, § 2, premier alinéa, 5°, 133, 2°, 136, 6°, 140, § 2, alinéa 2, 2° et art. 180).

En ce qui concerne la rémunération des personnes qui offrent une assistance, l'article 181 de la Constitution, selon lequel les traitements et pensions des ministres des cultes reconnus et des délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle sont à charge de l'État, est d'application. Ce principe est rencontré par la prise en charge par l'État, dans un cadre fixé, des traitements des aumôniers, des conseillers des cultes et des conseillers moraux des organisations philosophiques non confessionnelles reconnues.

Il est tenu compte du principe de l'indépendance réciproque des cultes, des organisations philosophiques non confessionnelles et l'État. Ceci a pour conséquence que l'intervention de l'État dans l'organisation de l'assistance religieuse ou morale se traduit par la création d'un cadre réglementaire permettant d'assurer l'exercice des libertés et des droits fondamentaux.

L'État n'intervient ni dans la relation entre les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux et les organes représentatifs respectifs, qui les proposent à la désignation et exercent une surveillance sur ces derniers, ni dans les aspects relatifs au contenu de leurs fonctions.

Les traitements et les conditions de travail des aumôniers, conseillers des cultes et des conseillers moraux, ainsi que leurs droits en matière de sécurité sociale, prévus dans le présent projet d'arrêté, visent à ce que les droits matériels personnels et l'égalité de traitement de ces personnes soient garantis.

Ce statut est élaboré en tenant compte de la situation existante et prévoit l'application de certaines règles en vigueur pour les fonctionnaires statutaires de l'État fédéral.

La base juridique pour le développement de ce statut a été établie par l'insertion de l'article 72/1 dans la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, par la Chambre des Représentants le 13 décembre 2018.

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Dans un souci de clarté, le projet liste et définit une série de termes génériques ainsi que les différents acteurs impliqués dans l'assistance religieuse ou morale au sein des prisons.

CHAPITRE 2. — Champ d'application et conditions de désignation

Les dispositions du projet d'arrêté s'appliquent aux aumôniers, conseillers des cultes et aux conseillers moraux, qu'ils soient rémunérés ou non.

Dans ce dernier cas, le terme « volontaire » a été préféré au terme « bénévole » dans le texte en français, suite à l'avis du Conseil Supérieur des Volontaires.

Les dispositions du projet d'arrêté s'appliquent aux volontaires lorsqu'ils y sont mentionnés.

La désignation se fait par le Ministre de la Justice sur proposition des organes représentatifs dans les limites du cadre fixé dans le présent projet d'arrêté. Le cadre comptabilise le nombre de fonctions rémunérées par des traitements.

Afin de pouvoir être proposée par l'organe représentatif à la désignation du Ministre de la Justice, la personne doit, pour des raisons évidentes de principe, de sécurité et d'ordre remplir certaines conditions d'admissibilité minimales en matière d'emploi des langues, de conduite répondant aux exigences de la fonction, de conflits d'intérêts et de souscription aux Droits de l'Homme.

Pour ces mêmes raisons de sécurité, l'octroi de l'accès à la prison nécessite la plus grande prudence.

Dit ontwerp gaat uit van de principes die aan de grondslag liggen van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden. Daarin wordt het recht erkend, in hoofde van de gedetineerde, inzake het collectieve en individuele beleven en belijden van zijn godsdienst of levensbeschouwing (art. 19, § 1, 71 tot 75, 113, § 2, eerste lid, 5°, 133, 2°, 136, 6°, 140, § 2, tweede lid, 2° en art. 180).

Wat betreft de bezoldiging van de personen die een bijstand verstrekken, is artikel 181 van de Grondwet van toepassing, volgens hetwelk de wedden en pensioenen van de bedienaren der erediensten en van de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing, ten laste van de Staat zijn. Dit beginsel wordt ingevuld door de tenlasteneming door de Staat, binnen een vastgesteld kader, van de wedden van de aalmoezeners, van de consulenten en van de moreel consulenten.

Er wordt rekening gehouden met het beginsel van de wederzijdse onafhankelijkheid van de erediensten, de niet-confessionele levensbeschouwelijke organisaties en de Staat. Dit heeft tot gevolg dat de tussenkomst van de Staat in de werking van de religieuze of morele bijstand gericht is op de creatie van een reglementair kader dat toelaat de uitoefening van de vrijheden en de fundamentele rechten te verzekeren.

De Staat komt niet tussenbeide in de relatie tussen de aalmoezeners, de consulenten en de moreel consulenten en de respectievelijke representatieve organen die hen voordragen voor aanstelling en toezicht over hen uitoefenen, noch in de inhoudelijke aspecten van hun functies.

De wedden en de arbeidsvoorwaarden van de aalmoezeners, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten en hun rechten inzake sociale zekerheid, zoals voorzien in dit ontwerp van besluit, zijn erop gericht de persoonlijke materiële rechten en de gelijke behandeling van deze personen te waarborgen.

Dit statuut bouwt voort op de bestaande situatie en voorziet dat op deze personen bepaalde regels van het federaal administratief openbaar ambt van toepassing zijn.

De rechtsbasis om dit statuut uit te kunnen werken werd vastgelegd met de invoeging van het artikel 72/1 in de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, door de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 13 december 2018.

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Met het oog op de duidelijkheid wordt een reeks generieke termen alsook de verschillende betrokken actoren in de religieuze of morele bijstand binnen de gevangenissen opgelijst en gedefinieerd.

HOOFDSTUK 2. — Toepassingsgebied en aanstellingsvoorwaarden

De bepalingen van het ontwerp van besluit zijn van toepassing op de aalmoezeners, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten, ongeacht zij al dan niet bezoldigd zijn.

In dat laatste geval - niet bezoldigd - kreeg in de Franse tekst de term « volontaire » de voorkeur boven « bénévole », gevolg gevend aan het advies van de Hoge Raad voor Vrijwilligers.

De bepalingen van het ontwerp van besluit zijn van toepassing op de vrijwilligers wanneer zij daarin vermeld worden.

De aanstelling gebeurt door de Minister van Justitie op voordracht van de representatieve organen binnen de perken van het kader dat is vastgesteld in dit ontwerp van besluit. Het kader omvat het aantal functies waarvan de bezoldiging uit een wedde bestaat.

Teneinde voorgedragen te kunnen worden door het representatief orgaan voor de aanstelling vanwege de Minister van Justitie, moet de persoon in kwestie om evidente redenen van principe, veiligheid en orde voldoen aan bepaalde minimale toelaatbaarheidsvereisten op het stuk van gebruik der talen, van gedrag dat in overeenstemming is met de eisen van de functie, van belangenconflicten en van onderschrijving van de Rechten van de Mens.

Om diezelfde veiligheidsredenen is bij het toekennen van de toegang tot de gevangenis de grootste omzichtigheid geboden.

En raison de la relation de confiance prévue par la loi de principes entre le détenu et l'aumônier, le conseiller des cultes ou le conseiller moral, et considérant la possibilité de contact en cellule il est primordial que ces personnes soient fiables au regard du principe de la sécurité pénitentiaire. Il est en outre nécessaire d'éviter à tout prix que se développe au sein de la prison toute activité qui menace ou pourrait menacer la sûreté intérieure de l'Etat et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, la sûreté extérieure de l'Etat et les relations internationales, à savoir toute activité, individuelle ou collective, déployée à l'intérieur du pays ou à partir de l'étranger, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération, les organisations criminelles et les organisations sectaires nuisibles.

La prudence s'impose, en particulier, pour éviter que certains mouvements sectaires s'introduisent au sein des prisons et portent atteinte aux principes démocratiques, tels que les principes d'égalité, de liberté de culte et de philosophie ainsi que le principe du respect de l'intégrité de la personne.

L'accès aux prisons, et par extension la désignation ou la prolongation de désignation, sont dès lors subordonnés à la possession d'une attestation de sécurité, telle que prévue dans la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Dans un souci de protection de la santé de la personne, et compte tenu du milieu pénitentiaire particulier, une évaluation de santé préalable à la désignation est requise.

En complément de leur rôle dans la procédure de désignation, il est attendu des organes représentatifs d'être garants du bon exercice du culte ou de l'assistance morale, ainsi que de sa continuité, et qu'ils prennent donc un rôle actif dans son organisation, son suivi, son développement et son évaluation.

En vue de faciliter ces tâches, il a été créé la faculté, pour les organes représentatifs, de désigner un coordinateur parmi leurs membres rémunérés ou volontaires. Ce rôle, sous l'autorité de l'organe représentatif, est également précisé.

CHAPITRE 3. — Des missions et règles de conduite applicables aux aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et aux volontaires

Ce chapitre précise les missions des aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et volontaires, leurs obligations et interdictions ainsi que les incompatibilités liées à la fonction.

Ce chapitre reprend le contenu des articles 39bis et suivants de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, et s'inspire également des règles contenues dans l'arrêté royal du 14 mai 1971 portant instructions spéciales applicables aux agents des services extérieurs de l'Administration des établissements pénitentiaires. La remarque du Conseil d'Etat selon laquelle « le projet doit préciser explicitement dans la section 2 du chapitre 3 du projet quelles dispositions de l'arrêté royal précité font partie des règles de conduite » n'est pas traitée car la référence vers l'arrêté royal précité est supprimée et on réfère en général à des règles reprises dans le présent arrêté.

Etant donné que les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux ne sont pas membres du personnel de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires et n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat, ils sont toutefois amenés à travailler dans les mêmes conditions que les membres du personnel et doivent dès lors être soumis aux mêmes règles sécuritaires propres aux prisons.

L'obligation reprise à l'article 7, 4°, de rapporter au directeur de l'établissement les faits qui constitueraient une menace grave pour la sécurité dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions implique l'application de la notion d'état de nécessité. En vertu de leur état, les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux sont tenus au secret professionnel. L'article 458 du Code pénal sanctionne la violation de ce secret professionnel. Mais ce même article prévoit aussi le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice ou devant une commission d'enquête parlementaire et le cas où la loi, le décret ou l'ordonnance les oblige ou les autorise à faire connaître ces secrets. "Etat de nécessité" signifie qu'une disposition légale peut être violée si c'est le seul moyen de remédier à un état de nécessité. La violation de la disposition pénale est nécessaire et constitue le seul moyen de sauvegarder un intérêt supérieur. Par exemple, un détenteur de secrets ne permettra pas que l'intégrité physique ou psychologique d'une

Vanwege de bij de basiswet beoogde vertrouwensrelatie tussen de gedetineerde en de aalmoezenier, consulent van de erediensten of moreel consulent, en gelet op de mogelijkheid tot contact op cel, is het van wezenlijk belang is dat die personen betrouwbaar zijn in het licht van het principe van de penitentiaire veiligheid. Er moet bovendien tot elke prijs voorkomen worden dat zich binnen de gevangenis enige activiteit ontplooit die een bedreiging vormt of zou kunnen vormen voor de inwendige veiligheid van de Staat en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen, te weten elke individuele of collectieve activiteit ontplooid in het land of vanuit het buitenland, die verband kan houden met spionage, inmenging, terrorisme, extremisme, proliferatie, criminele organisaties en schadelijke sektarische organisaties.

Omzichtigheid is geboden, in het bijzonder om te voorkomen dat bepaalde sektarische bewegingen voet zouden krijgen in gevangenis en afbreuk doen aan de democratische beginselen zoals de beginselen van gelijkheid en van vrijheid van eredienst en levensbeschouwing, alsmede het beginsel van eerbiediging van de persoonlijke integriteit.

De toegang tot de gevangenis, en bij uitbreiding de aanstelling of de verlenging van aanstelling, zijn derhalve onderworpen aan het bezit van een veiligheidsattest zoals voorzien in de wet van 1 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

In een streven naar bescherming van de gezondheid van de betrokkene, en rekening houdend met de eigenheid van het penitentiaire milieu, is een gezondheidsbeoordeling voorafgaand aan de aanstelling vereist.

Boven hun rol in de aanstellingsprocedure wordt van de representatieve organen verwacht dat zij garant staan voor de goede uitoefening van de eredienst of van de morele dienstverlening alsook voor de continuïteit ervan, en dat zij dus een actieve rol opnemen in de organisatie, follow-up, ontwikkeling en evaluatie ervan.

Om die taken te vergemakkelijken krijgen de representatieve organen de mogelijkheid om een coördinator aan te stellen onder hun bezoldigde of vrijwillige leden. Deze rol, onder het gezag van het representatieve orgaan, wordt eveneens verduidelijkt.

HOOFDSTUK 3. — Opgachten en gedragsregels die van toepassing zijn op de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten, moreel consulenten en vrijwilligers

Dit hoofdstuk verduidelijkt de opdrachten van de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten, moreel consulenten en vrijwilligers, hun verplichtingen en verboden, alsmede de onverenigbaarheden eigen aan de functie.

Het hoofdstuk neemt de inhoud over van de artikelen 39bis en volgende van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, en is tevens geïnspireerd op de bepalingen uit het koninklijk besluit van 14 mei 1971 houdende bijzondere instructie van toepassing op de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur Strafinrichtingen. Op de opmerking van de Raad van State dat "het ontwerp moet in afdeling 2 van hoofdstuk 3 van het ontwerp uitdrukkelijk bepalen welke bepalingen van het genoemde koninklijk besluit deel uitmaken van de gedragsregels" wordt niet ingegaan omdat de verwijzing naar het voornoemde koninklijk besluit werd geschrapt en er in het algemeen wordt verwezen naar de regels opgenomen in dit besluit.

Ofschoon de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en de moreel consulenten geen personeelslid van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen zijn en niet de hoedanigheid van rijksambtenaar hebben, moeten zij evenwel werken onder dezelfde omstandigheden als de personeelsleden en gelden voor hen derhalve dezelfde veiligheidsregels die eigen zijn aan de gevangenis.

De verplichting opgenomen in artikel 7, 4° om feiten waarvan men kennis heeft gekregen in de uitoefening van hun ambt en die een ernstige bedreiging voor de veiligheid vormen, te kennen te geven aan de directeur, houdt een toepassing in van het begrip noodtoestand. Op grond van hun staat zijn aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten gebonden aan het beroepsgeheim. Artikel 458 van het Strafwetboek bestraft de schending van dit beroepsgeheim. Maar hetzelfde artikel voorziet ook in het geval waarin zij voor de rechtbank of voor een parlementaire onderzoekscommissie moeten getuigen en het geval waarin de wet, het decreet of de ordonnantie hen verplicht of toelaat om deze geheimen bekend te maken. "Noodtoestand" houdt in dat een wettelijke bepaling kan worden overtreden als dat de enige manier is waarop een noodtoestand kan worden verholpen. Het overtreden van de strafrechtelijke bepaling is noodzakelijk en het enige middel om een hoger belang te vrijwaren. Zo zal een

personne soit violée. Toute personne qui, malgré son devoir de confidentialité, informe le directeur de l'établissement parce que c'est le seul moyen de remédier à une situation d'urgence, peut invoquer la construction juridique d'état de nécessité.

Les activités volontaires accessoires ou volontaires occasionnelles en tant que volontaire dans l'administration pénitentiaire se réfèrent à des activités autres que celles qui relèvent de la catégorie "conseiller" et qui ont généralement lieu davantage dans le secteur culturel ou des loisirs où le conseiller a un rôle différent vis-à-vis du détenu que dans les autres domaines. L'objectif est d'éviter la confusion des rôles ou les conflits de rôles.

CHAPITRE 4. — *Du régime de travail*

Afin que tout le monde soit placé sur un même pied d'égalité, il est précisé que l'horaire de travail hebdomadaire moyen correspond à celui applicable au sein de la fonction publique, à savoir 38 heures par semaine.

Les modalités d'application, le contrôle et le respect du temps de travail, ainsi que la reconnaissance de prestations externes à la prison comme temps de travail, sont de la compétence des organes représentatifs. Il est notamment précisé que les demandes de congés (par exemple de vacances annuelles) sont soumises au coordinateur ou à l'organe représentatif. Ces derniers donnent leur accord dans le respect des règles précisées à l'article 13 du projet et détaillées ci-après. Une obligation d'informations est prévue afin que ces organes puissent exercer leurs prérogatives et que le directeur de l'établissement soit avisé des absences.

Il est renvoyé aux règles applicables au personnel de l'Etat fédéral en ce qui concerne les congés annuels de vacances, les jours fériés, les autres congés et les absences, en ce compris la disponibilité pour maladie. Toutefois, certains congés et absences limitativement énumérés sont exclus. Il s'agit des mêmes exclusions, du moins partiellement, que celles prévues pour les délégués du Conseil Central Laïque dans la loi du 21 juin 2002 relative au Conseil Central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues.

CHAPITRE 5. — *La rémunération*

Ce chapitre est applicable aux aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux à l'exclusion des volontaires.

Il fixe de nouvelles échelles de traitements revalorisées afin d'attirer et maintenir en activité des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux professionnels et ainsi satisfaire à la recommandation de la commission d'enquête précitée sur la question.

Pour cette raison, une condition de diplôme est également attachée à ces nouvelles échelles de traitements sans pénaliser les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux actuels qui n'ont pas le diplôme nécessaire parce qu'ils gardent leur salaire actuel.

Une précision est apportée au niveau de ce qui peut être reconnu pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, c'est-à-dire les seules années prestées comme aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux rémunérés au sein des prisons.

Au niveau de l'allocation de fin d'année, du pécule de vacances et des indemnités pour frais de parcours et de déplacement, il est renvoyé aux règles applicables aux membres du personnel de l'Etat fédéral, en ce compris l'indemnité pour l'utilisation de la bicyclette, mais sous réserve de certaines précisions dérogoratoires propres à la désignation au sein de plusieurs prisons.

CHAPITRE 6. — *Du cadre*

Le cadre des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux rémunérés reprend tel quel celui de l'arrêté royal du 25 octobre 2005 fixant le cadre des aumôniers et des conseillers des cultes appartenant à un des cultes reconnus ainsi que des conseillers moraux de philosophie non confessionnelle du Conseil Central Laïque auprès des Etablissements pénitentiaires et fixant leurs échelles de traitement, qui est abrogé par le présent arrêté royal.

geheimhouder niet kunnen toelaten dat de fysieke of psychische integriteit van een persoon zal geschonden worden. Wie ondanks zijn zwijgplicht de directeur van de inrichting informeert omdat dit de enige mogelijkheid is om een noodsituatie te verhelpen, kan zich beroepen op de rechtsfiguur van de noodtoestand.

Met bijkomstige vrijwillige of occasionele activiteiten als vrijwilliger in het gevangeniswezen worden andere activiteiten bedoeld dan deze die onder de noemer "consulent" thuis horen en die zich doorgaans eerder in de culturele of ontspanningssector afspeelen waarin de consulent dan een andere rol heeft ten aanzien van de gedetineerde. Het is de bedoeling om rolverwarring of rolconflicten te vermijden.

HOOFDSTUK 4. — *Arbeidsregeling*

Opdat elkeen op gelijke voet zou staan, wordt verduidelijkt dat de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur overeenstemt met die welke van toepassing is binnen het openbaar ambt, te weten 38 uur per week.

De toepassingsmodaliteiten, de controle en de inachtneming van de arbeidstijd, alsmede de erkenning van prestaties buiten de gevangenis als arbeidstijd, vallen onder de bevoegdheid van de representatieve organen. In het bijzonder wordt gespecificeerd dat verlofaanvragen (bv. jaarlijkse vakantie) worden ingediend bij de coördinator of het representatief orgaan. Deze laten geven hun instemming overeenkomstig de in artikel 13 van het ontwerp gespecificeerde en hieronder beschreven regels. Er geldt een informatieplicht opdat die organen hun prerogatieven zouden kunnen uitoefenen en de directeur van de inrichting op de hoogte zou worden gesteld van de afwezigheden.

Ook wordt verwezen naar de regels die van toepassing zijn op de rijksambtenaren met betrekking tot het jaarlijks vakantieverlof, de feestdagen, andere verloven en afwezigheden, met inbegrip van beschikbaarheid wegens ziekte. Wel zijn bepaalde, limitatief opgesomde verloven en afwezigheden uitgesloten. Het gaat om dezelfde uitsluitingen, althans gedeeltelijk, als de uitsluitingen waarin voorzien is voor de afgevaardigden van de Centrale Vrijzinnige Raad in de wet van 21 juni 2002 betreffende de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen.

HOOFDSTUK 5. — *Bezoldiging*

Dit hoofdstuk is van toepassing op de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, met uitzondering van de vrijwilligers.

Het stelt nieuwe gerevaloriseerde weddenscalen vast teneinde professionele aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten aan te trekken en in dienst te houden, en aldus te voldoen aan de aanbeveling ter zake van de voornoemde onderzoekscommissie.

Om die reden wordt er ook een diplomavorwaarde gekoppeld aan deze nieuw weddenscalen zonder de huidige aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten die niet over het nodige diploma beschikken te benadelen want deze behouden hun huidige loon.

Er komt een verduidelijking op het vlak van hetgeen kan worden erkend voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, dat wil zeggen enkel de jaren gepresteerd als bezoldigd aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent in de gevangenis.

Voor de eindejaarstoelage, vakantiegeld en vergoedingen voor reiskosten en woon-werkverkeer wordt verwezen naar de regels die van toepassing zijn op het rijkspersoneel, met inbegrip van de fietsvergoeding, maar onder voorbehoud van bepaalde afwijkende verduidelijkingen eigen aan de aanstelling binnen verscheidene gevangenis.

HOOFDSTUK 6. — *Kader*

Het kader van de bezoldigde aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten neemt als zodanig dat over van het koninklijk besluit van 25 oktober 2005 houdende vaststelling van het kader van de aalmoezeniers en de consulenten van de erkende erediensten en van de moreel consulenten van de Centrale Vrijzinnige Raad der niet-confessionele levensbeschouwing bij de Strafinrichtingen, zomede tot vaststelling van hun weddenscalen, dat wordt opgeheven bij dit koninklijk besluit.

Bien que le cadre actuel ne prévoit qu'un équivalent temps plein chef de service pour les catholiques et les musulmans (voir article 15 du projet), le texte permet de prévoir dans le futur des chefs de service pour les autres aumôniers, conseillers des cultes reconnus et conseillers moraux d'organisations reconnues, comme déjà prévu dans l'arrêté royal du 25 octobre 2005 susmentionné.

CHAPITRE 7. — *Modalités relatives à la pratique du culte ou activité philosophique non confessionnelle*

Ce chapitre précise le droit à l'information, à la formation, au port de l'habit et des signes distinctifs, à l'accès à un local adapté et équipé ainsi qu'aux facilités bureaucratiques pour les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux.

Les modalités de l'exercice des activités communes ou des cérémonies, ainsi que le nombre maximum de participants sont, du fait de l'impact sur l'ordre et la sécurité au sein de la prison, fixés par le directeur de l'établissement, en concertation avec les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux.

Ce sont ces derniers qui sont responsables du bon déroulement des activités communes et qui en assurent la police. Le personnel de la prison est néanmoins autorisé à intervenir en interrompant ou en mettant fin à l'activité commune ou la cérémonie, lorsque la sécurité ou l'ordre au sein de la prison sont compromis.

CHAPITRE 8. — *Des frais inhérents à l'exercice de l'assistance religieuse ou morale*

Ce chapitre clarifie et harmonise la pratique actuelle au sein des prisons. Le directeur de l'établissement fixe le budget inhérent à l'exercice de l'assistance religieuse ou morale, sur base des estimations des frais communiqués par les organes représentatifs ou leurs délégués, pour son établissement.

CHAPITRE 9. — *Des mesures d'ordre et de la fin de désignation*

Le directeur de l'établissement est le garant de l'ordre et de la sécurité au sein de sa prison et est donc autorisé, sur décision motivée, à interdire temporairement l'accès à la prison aux aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, ainsi qu'aux volontaires, lorsqu'il y est porté atteinte.

Une procédure de concertation doit alors être initiée entre les différents intervenants et, en cas d'absence d'accord, un rapport contradictoire doit être soumis au Ministre pour décision finale.

Le Ministre de la Justice peut, en vertu de la théorie de l'acte contraire, et dans la mesure où il désigne les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, décider de mettre fin à cette désignation, idéalement sur proposition de l'organe représentatif mais également pour des raisons graves ou dues à une absence d'accord dans le cadre de la procédure de concertation. Les raisons graves présupposent l'existence d'une faute grave de la part de la personne concernée et les faits doivent nécessairement être qualifiés de fautes.

Il s'agit là de lacunes et de faits graves qui peuvent être considérés comme une erreur et qui seront signalés principalement dans la ou les prisons où la personne concernée est active. Il est nécessaire de pouvoir agir rapidement contre cela. En premier lieu, l'article 30 sera normalement appliqué, refusant à la personne concernée l'accès à la prison. S'il ressort de l'enquête qu'il est nécessaire de retirer la nomination, cela sera également fait et le ministre pourra le faire de sa propre initiative. Après tout, il s'agit de respecter les règles dans les prisons et seul le Ministre de la Justice est compétent pour cela.

Dans le cas où l'intéressé ne remplit plus les conditions de désignation énoncées à l'article 3 du présent arrêté, le ministre peut mettre fin définitivement à sa désignation.

La possibilité d'une suspension temporaire non rémunérée a également été prévue mais à la seule demande de l'organe représentatif, pour une durée maximale de trois mois.

Le retrait ou le non renouvellement de l'attestation de sécurité requise, ainsi que la survenance d'une cause d'incompatibilité, entraînent, de plein droit, la fin de la désignation.

Hoewel het huidige kader slechts voorziet in één voltijds equivalent diensthoofd voor katholieken en moslims (zie artikel 15 van het ontwerp), maakt de tekst het mogelijk om in de toekomst diensthoofden voor andere aalmoezeniers, adviseurs van erkende religies en moreel adviseurs van erkende organisaties te leveren, net zoals reeds voorzien is in het voormelde koninklijk besluit van 25 oktober 2005.

HOOFDSTUK 7. — *Modaliteiten betreffende de uitoefening van de eredienst of niet-confessionele levensbeschouwelijke activiteit*

Dit hoofdstuk verduidelijkt het recht op informatie, op opleiding, op het dragen van de kledij en kentekens, op toegang tot een aangepaste en uitgeruste ruimte alsook op de kantoofaciliteiten voor de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten.

De modaliteiten voor de uitoefening van de gemeenschappelijke activiteiten of vieringen, alsook het maximaal aantal deelnemers worden vanwege de weerslag op de orde en veiligheid in de gevangenis, vastgesteld door de directeur van de inrichting, in overleg met de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten.

Die laatste zijn verantwoordelijk voor het goede verloop van de gemeenschappelijke activiteiten; zij staan daarbij in voor de ordehandhaving. Het is het personeel van de gevangenis niettemin toegestaan om op te treden en daarbij de gemeenschappelijke activiteit of de viering te onderbreken of daaraan een einde te stellen, wanneer de veiligheid of orde in de gevangenis in het gedrang komen.

HOOFDSTUK 8. — *Kosten inherent aan de werking van de religieuze of morele bijstand*

Dit hoofdstuk verduidelijkt en harmoniseert de huidige handelwijze in de gevangenis. Op basis van de kostenramingen meegedeeld door de representatieve organen of hun afgevaardigden maakt de directeur van de inrichting de begroting voor de uitoefening van de religieuze of morele bijstand op.

HOOFDSTUK 9. — *Ordemaatregelen en beëindiging van de aanstelling*

De directeur van de inrichting staat garant voor de orde en veiligheid in zijn gevangenis en het is hem dus toegestaan om, op gemotiveerde beslissing, tijdelijk de toegang tot de gevangenis te ontzeggen aan de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook aan de vrijwilligers, indien daaraan afbreuk wordt gedaan.

Een overlegprocedure moet dan worden opgestart tussen de verschillende actoren en, bij ontstentenis van akkoord, moet een tegensprekelijk advies aan de Minister worden voorgelegd voor eindbeslissing.

De Minister van Justitie kan, krachtens de theorie van de strijdige handeling, en aangezien hij de aalmoezeniers, consulenten van erediensten en moreel consulenten aanstelt, beslissen om een einde te maken aan die aanstelling, idealiter op voorstel van het representatief orgaan, maar ook om ernstige redenen of bij ontstentenis van akkoord in het kader van de overlegprocedure. Ernstige redenen veronderstellen het bestaan van een ernstige tekortkoming van de betrokkene en de feiten moeten noodzakelijk als een fout kunnen worden aangemerkt.

Het gaat om ernstige tekortkomingen en feiten die als een fout kunnen worden aangemerkt en die vooral vanuit de gevangenis(en) waar de betrokkene actief is zullen gesignaleerd worden. Het is noodzakelijk dat daar snel tegen kan opgetreden worden. In 1e instantie zal normaal gezien artikel 30 worden toegepast waarbij de toegang tot de gevangenis wordt ontzegd aan de betrokkene. Als uit het onderzoek blijkt dat er een noodzaak is om de aanstelling in te trekken, dan zal dit ook gebeuren en de Minister kan dit op zijn eigen initiatief doen. Het gaat hier immers om het respecteren van de regels binnen de gevangenis en daar is enkel de Minister van Justitie voor bevoegd.

Ook als de betrokkene niet meer voldoet aan de aanstellingsvoorwaarden opgenomen in artikel 3 van dit besluit kan de Minister de aanstelling definitief beëindigen.

Er is tevens voorzien in de mogelijkheid tot onbezoldigde tijdelijke opschorting, maar dan enkel op verzoek van het representatief orgaan, voor een maximumduur van drie maanden.

De intrekking of de niet-verlenging van het vereiste veiligheidsattest, alsmede de manifestatie van een grond van onvereenigbaarheid, leiden van rechtswege tot de beëindiging van de aanstelling.

CHAPITRE 10. — *De la concertation*

Une commission de concertation est créée et permet d'attribuer un caractère formel et structuré à la concertation qui n'était jusqu'ici qu'informelle.

CHAPITRE 11. — *Des dispositions diverses*

Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux sont considérés comme des personnes nommées à titre définitif pour l'application des règles relatives à la sécurité sociale des travailleurs.

Toujours dans un souci de professionnalisation de la fonction, les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux ne peuvent exercer leurs fonctions au-delà de l'âge légal de la pension qu'à titre de volontaire.

Au niveau du droit à la pension, il n'est pas nécessaire de prévoir des dispositions spécifiques dans la mesure où les lois du 21 juillet 1844 et du 21 juin 2002 s'appliquent.

CHAPITRE 12. — *Des dispositions transitoires et modificatives*

Ce projet d'arrêté a vocation à s'appliquer aux aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux actuels et futurs.

Pour les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux actuels, une disposition transitoire a été prévue en ce qui concerne la preuve des connaissances linguistiques. Un capital de jours de maladie de 63 jours est également accordé. Ceci dans le respect des règles applicables aux agents de l'Etat.

CHAPITRE 13. — *Dispositions abrogatoires et entrée en vigueur*

Ce chapitre reprend les dispositions actuellement applicables qu'il y a lieu d'abroger suite à leur intégration dans le présent projet d'arrêté et fixe la date d'entrée en vigueur des articles 74, § 5 et 75 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, ainsi que celle du présent projet d'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

17 MAI 2019. — Arrêté royal relatif aux aumôniers, aux conseillers des cultes et aux conseillers moraux auprès des prisons

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, les articles 72, remplacé par la loi du 20 juillet 2006 et modifié par la loi du 25 décembre 2016, 72/1, inséré par la loi du 19 décembre 2018, 74, § 5, 75, modifié par la loi du 20 juillet 2006 et 180;

Vu la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2005 fixant le cadre des aumôniers et des conseillers islamiques appartenant à un des cultes reconnus ainsi que des conseillers moraux de philosophie non confessionnelle du Conseil Central Laïque auprès des Etablissements pénitentiaires et fixant leurs échelles de traitement;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires;

Vu la concertation qui a eu lieu avec tous les organes représentatifs des cultes reconnus et du Conseil Central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique les 1^{er} et 15 mars 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 août 2017 et le 29 juin 2018;

HOOFDSTUK 10. — *Overleg*

Er wordt een overlegcommissie opgericht, die een formeel en gestructureerd karakter kan verlenen aan het overleg dat tot dusver louter informeel was.

HOOFDSTUK 11. — *Diverse bepalingen*

De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten worden voor de toepassing van de regels inzake sociale zekerheid van de werknemers beschouwd als personen die in vast verband benoemd zijn.

Voorts kunnen, met het oog op de professionalisering van de functie, de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten hun functie na de wettelijke pensioenleeftijd enkel als vrijwilliger uitoefenen.

Op het vlak van het recht op pensioen is het niet vereist om in specifieke bepalingen te voorzien, aangezien de wetten van 21 juli 1844 en 21 juni 2002 van toepassing zijn.

HOOFDSTUK 12. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

Wat de toepassing betreft, doelt het ontwerp van besluit op de huidige en toekomstige aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten.

Voor de huidige aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, is voorzien in een overgangsbepaling voor wat betreft het bewijs van de taalkennis. Er wordt eveneens een ziektekapitaal toegekend van 63 dagen. Dit conform de regels van toepassing op het Rijkspersoneel.

HOOFDSTUK 13. — *Opheffingsbepalingen en inwerkingtreding*

Dit hoofdstuk omvat de thans toepasselijke bepalingen die moeten worden opgeheven ingevolge de opnemings ervan in dit ontwerp van besluit, en bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 74, § 5, en 75 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, alsmede de datum van inwerkingtreding van dit ontwerp van besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De minister van Justitie,
K. GEENS

17 MEI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de aalmoezeniers, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten bij de gevangenis

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden; de artikelen 72, vervangen bij de wet van 20 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, 72/1, ingevoegd bij de wet van 19 december 2018, 74, § 5, 75, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006 en 180;

Gelet op de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2005 houdende vaststelling van het kader van de aalmoezeniers en de islamconsulenten van de erkende erediensten en van de moreel consulenten van de Centrale Vrijzinnige Raad der niet confessionele levensbeschouwing bij de Strafinrichtingen, zomede tot vaststelling van hun weddenschalen;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen;

Gelet op het overleg dat met alle representatieve organen van de erkende erediensten en van de Centrale Raad der niet confessionele levensbeschouwelijke Gemeenschappen van België op 1 en 15 maart 2018 heeft plaatsgevonden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 augustus 2017 en op 29 juni 2018;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Volontaires, donné le 3 octobre 2017 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 8 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 février 2019;

Vu l'avis n° 65.487/1 du Conseil d'État, donné le 25 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Considérant la Constitution, les articles 19, 20, 21, alinéa 1^{er}, et 181 ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, la Ministre des Affaires sociales et le Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « le Ministre » : le Ministre de la Justice ;

2° « la Direction générale » : la Direction générale des Etablissements pénitentiaires ;

3° « la loi de principes » : la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus ;

4° « l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle » : l'assistance religieuse ou morale individuelle et collective organisée par un organe représentatif d'un culte reconnu ou d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ;

5° « les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux » : les aumôniers (en chef), conseillers (en chef) appartenant à un des cultes reconnus ainsi que les conseillers moraux d'organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle rémunérés auprès des prisons ;

6° « l'organe représentatif » : l'interlocuteur vis-à-vis du Ministre,

- pour le culte anglican: le Comité central du Culte anglican en Belgique;

- pour le culte islamique: l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

- pour le culte israélite: le Consistoire central israélite de Belgique;

- pour le culte catholique: les Evêques compétents réunis en Conférence;

- pour le culte orthodoxe: le Métropolitain-Archevêque du Patriarcat Œcuménique de Constantinople ou son remplaçant;

- pour le culte protestant et évangélique: le Conseil Administratif du Culte protestant et évangélique;

- pour une organisation philosophique non confessionnelle reconnue: le Conseil Central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique,

ou les mandataires de ces organes.

7° « volontaires » : les personnes non rémunérées qui exercent les mêmes missions et ont les mêmes attributions que les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux. Ils fonctionnent sous la coordination d'un aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral, désigné par l'organe représentatif et actif au sein de la même prison.

8° « coordinateur » : la personne désignée par l'organe représentatif parmi ses aumôniers (en chef), conseillers (en chef) des cultes et conseillers moraux ou volontaires pour veiller à ce que l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle se déroule bien au sein des prisons ;

9° « directeur de l'établissement » : les fonctionnaires visés à l'article 2, 13° et 14° de la loi de principes ;

10° « chef de service » : la personne désignée par l'organe représentatif du culte catholique ou du culte islamique, parmi les coordinateurs, chargée de l'organisation du service au sein des prisons et de la direction des coordinateurs, des aumôniers (en chef), conseillers (en chef) des cultes, conseillers moraux et des volontaires.

Gelet op het advies van de Hoge raad voor Vrijwilligers, gegeven op 3 oktober 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 8 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gegeven op 8 februari 2019;

Gelet op het advies nr. 65.487/1 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de Grondwet, artikelen 19, 20, 21 eerste lid, en 181;

Op de voordracht van de Minister van Justitie, de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° “ de Minister ” : de Minister van Justitie ;

2° “ het Directoraat-generaal ” : het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen ;

3° “ de basiswet ” : de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

4° “ religieuze of niet-confessionele morele bijstand ” : de individuele en collectieve religieuze of morele bijstand georganiseerd door een representatief orgaan van een erkende eredienst of een door de wet erkende organisatie die morele bijstand verleent op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing;

5° “ de aalmoezeniers, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten ” : de bezoldigde (hoofd)aalmoezeniers, (hoofd)consulenten die deel uitmaken van één van de erkende erediensten en moreel consulenten van door de wet erkende organisaties die een morele bijstand verlenen aan personen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing bij de gevangenen ;

6° “ het representatief orgaan ” : de gesprekspartner tegenover de Minister,

- voor de anglicaanse eredienst: het Centraal Comité van de Anglicaanse Eredienst in België;

- voor de islamitische eredienst: het Executief van de Moslims van België;

- voor de israëlitische eredienst: de Centrale israëlitische Consistorie van België;

- voor de katholieke eredienst: de bevoegde Bisschoppen vergaderend in Conferentie;

- voor de orthodoxe eredienst: de Metropoliet-Aartsbisschop van het Oecumenisch Patriarchaat van Constantinopel of zijn plaatsvervanger;

- voor de protestants-evangelische eredienst: de Administratieve Raad van de Protestants-evangelische eredienst;

- voor een erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke organisatie: de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke Gemeenschappen van België,

of de gemandateerden van deze organen.

7° “ vrijwilligers ” : de onbezoldigde personen die dezelfde opdrachten en dezelfde bevoegdheden hebben als de aalmoezeniers, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten. Zij functioneren onder de coördinatie van een aalmoezenier, consulent van een eredienst of moreel consulent, aangeduid door het representatief orgaan en werkzaam binnen dezelfde gevangenis.

8° “ coördinator ” : de door het representatief orgaan aangeduid persoon binnen zijn (hoofd)aalmoezeniers, (hoofd)consulenten van de erediensten en moreel consulenten of vrijwilligers om ervoor te zorgen dat de religieuze of niet-confessionele morele bijstand goed verloopt binnen de gevangenen ;

9° “ directeur van de inrichting ” : de ambtenaren zoals bedoeld in artikel 2, 13° en 14° van de basiswet;

10° “ diensthoofd ” : de persoon, aangeduid onder de coördinatoren door het representatief orgaan van de katholieke of de islamitische eredienst, belast met de organisatie van de dienst in de gevangenen en met de leiding van de coördinatoren, (hoofd)aalmoezeniers, (hoofd)consulenten van de erediensten, moreel consulenten en vrijwilligers.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application et conditions de désignation*

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux qui exercent leur fonction dans une prison.

Le présent arrêté s'applique aussi aux volontaires dans la mesure où cela est mentionné dans les dispositions pertinentes du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Les aumôniers, les conseillers des cultes et les conseillers moraux, ainsi que les volontaires, sont désignés par le Ministre sur proposition des organes représentatifs pour une durée de 5 ans.

Ils ne peuvent être proposés à la désignation s'ils ne remplissent pas les conditions générales d'admissibilité suivantes :

1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;

2° faire la preuve de la connaissance suffisante de la langue ou l'une des langues de la région linguistique dans laquelle leur désignation est proposée, déterminée par la réussite du test linguistique fixé par l'article 9, § 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

3° ne pas être personnellement dans une situation de conflit d'intérêts;

4° respecter l'ordre démocratique et constitutionnel dans leurs paroles et dans leurs actes, ainsi que les principes d'égalité et de liberté de tous les citoyens, consacrés par la Constitution belge, les conventions en matière de droits de l'homme et d'autres normes juridiques en vigueur en Belgique ;

5° jouir des droits civils et politiques.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les aumôniers, les conseillers des cultes et les conseillers moraux, ainsi que les volontaires, ne doivent pas réussir le test linguistique visé au 2° du paragraphe 1^{er}, s'ils disposent d'un diplôme établissant que la langue ou une des langues dans laquelle leur désignation est proposée, est la langue véhiculaire des études faites.

§ 3. La désignation ou prolongation de celle-ci par le Ministre ne peut avoir lieu qu'après :

1° l'octroi de l'attestation de sécurité requise en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité. Elle est sollicitée pour une durée de validité de 5 ans ;

2° avoir été soumis à une évaluation de santé préalable en vertu du Titre 4 du Livre 1^{er} du Code du bien-être au travail.

§ 4. Les aumôniers, les conseillers des cultes et les conseillers moraux sont désignés pour exercer leurs fonctions à temps plein.

Une désignation à temps partiel est néanmoins possible.

Art. 4. § 1^{er}. Les organes représentatifs sont chargés :

1° de coordonner l'organisation, l'exercice et la continuité de l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle auprès des prisons comme indiqué au chapitre IV du titre V de la loi de principes;

2° nonobstant la formation donnée par la Direction générale, d'assurer la formation des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux ainsi que des volontaires auprès des prisons;

3° d'échanger des idées et de répondre aux questions qui leur sont posées par le Ministre dans le cadre de leur mission.

Chaque organe représentatif désigne une personne de contact vis-à-vis du Ministre.

§ 2. Concernant les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, ainsi que les volontaires, les organes représentatifs sont chargés :

1° d'organiser l'exercice de leur fonction ;

2° de proposer leur désignation ou la fin de leur désignation par le Ministre dans les prisons citées nominativement ainsi que de présenter leur mutation vers une autre prison ;

3° de communiquer au Ministre toutes les informations nécessaires à l'octroi de l'attestation de sécurité requise pour les candidats aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, ainsi que pour les volontaires, selon la procédure fixée par le Ministre ;

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied en aanstellingsvoorwaarden*

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten die hun ambt uitoefenen in een gevangenis.

Dit besluit is ook van toepassing op de vrijwilligers voor zover het in de desbetreffende bepalingen van dit besluit wordt vermeld.

Art. 3. § 1. De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook de vrijwilligers, worden aangesteld door de Minister op voordracht van de representatieve organen voor een duur van 5 jaar.

Zij kunnen niet worden voorgedragen met het oog op hun aanstelling indien zij niet voldoen aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten:

1° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

2° het bewijs leveren van de voldoende kennis van de taal of één van de talen van het taalgebied waarin hun aanstelling is voorgesteld, vastgesteld door het slagen in de taaltest bepaald bij artikel 9, § 2, 1e lid, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966;

3° zich niet persoonlijk bevinden in een toestand van belangenconflict;

4° de democratische en grondwettelijke orde in woord en daad respecteren, alsook de beginselen van gelijkheid en vrijheid van alle burgers, zoals deze zijn neergelegd in de Belgische Grondwet, in de mensenrechtenverdragen en in andere in België van kracht zijnde rechtsnormen;

5° de burgerlijke en politieke rechten genieten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, dienen de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook de vrijwilligers, niet te slagen in de taaltest bedoeld in punt 2° van paragraaf 1, als ze beschikken over een diploma dat aantoonst dat de taal of een van de talen waarin de aanstelling wordt voorgesteld, de voertaal is van de genoten studies.

§ 3. De aanstelling of verlenging ervan door de Minister kan pas gebeuren nadat:

1° het krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, vereiste veiligheidsattest werd verleend. Dit wordt aangevraagd voor een geldigheidsduur van 5 jaar;

2° men onderworpen is geweest aan een voorafgaande gezondheidsbeoordeling krachtens Titel 4 van Boek 1 van de Codex over het welzijn op het werk.

§ 4. De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten worden aangesteld om hun functies voltijds uit te oefenen.

Een deeltijdse aanstelling is echter mogelijk.

Art. 4. § 1. De representatieve organen zijn belast met :

1° de coördinatie van de organisatie, de werking en de continuïteit van de religieuze of niet-confessionele morele bijstand bij de gevangenen zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel V van de basiswet;

2° het verzekeren van de opleiding van de aalmoezeniers, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten alsook de vrijwilligers bij de gevangenen, onverminderd de door het Directoraat-generaal gegeven opleiding;

3° het uitwisselen van ideeën en het beantwoorden van de vragen, hen gesteld door de Minister in het kader van hun opdracht.

Elk representatief orgaan stelt een contactpersoon aan ten aanzien van de Minister.

§ 2. De representatieve organen zijn belast, wat betreft de aalmoezeniers, de consulenten van de erediensten en de moreel consulenten, alsook de vrijwilligers, met:

1° het organiseren van de uitoefening van hun ambt;

2° het voorstel voor hun aanstelling of einde van hun aanstelling door de Minister in de nominatief vermelde gevangenen en de voordracht met het oog op de mutatie naar een andere gevangenis;

3° het overmaken aan de Minister van alle inlichtingen die nodig zijn voor het verlenen van het veiligheidsattest dat vereist is voor de kandidaat aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook voor de vrijwilligers;

4° de communiquer au Ministre une fiche de renseignements, dont le contenu est fixé par le Ministre, pour chaque nouvel aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral ainsi que pour les volontaires. Ils doivent aussi communiquer tout changement s'y rapportant ;

5° de prendre les décisions concernant les interruptions et les modifications du temps de travail ainsi que les décisions de mettre d'initiative un terme à la mission et de communiquer ces décisions au Ministre.

Art. 5. Afin de l'assister dans l'accomplissement de ses tâches, l'organe représentatif peut désigner, parmi ses aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux ou volontaires, un coordinateur qui :

1° exerce cette fonction sous l'autorité de l'organe représentatif ;

2° a accès aux différentes prisons et est autorisé à rendre visite aux détenus qui ont exprimé le désir de recourir à l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle concernée, ou le souhait de recevoir la visite d'un aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral ;

3° exerce une surveillance sur la manière dont ses aumôniers, conseillers des cultes ou conseillers moraux ainsi que ses volontaires exercent leur mission.

Un chef de service exerce de plein droit la fonction de coordinateur.

Le nombre de coordinateurs par culte ou organisation philosophique non confessionnelle est fixé à un au minimum et deux au maximum.

CHAPITRE 3. — *Des missions et règles de conduite applicables aux aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et aux volontaires*

Section 1^{re}. — Des missions

Art. 6. Dans le cadre du droit du détenu à vivre et à pratiquer sa religion ou sa philosophie individuellement ou collectivement, les aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et les volontaires exercent, les missions suivantes :

1° diriger les services du culte ou les célébrations non confessionnelles, les autres activités collectives et les célébrations spécifiques ;

2° rencontrer les détenus et leur apporter une assistance religieuse ou morale non confessionnelle.

Ces missions sont exercées à l'égard des détenus qui, conformément aux règles prévues par ou en vertu de la loi de principes, ont exprimé le désir d'avoir recours à une assistance religieuse ou morale non confessionnelle ou le souhait de recevoir la visite d'un aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral.

Section 2. — Des règles de conduite

Art. 7. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux ainsi que les volontaires sont tenus :

1° d'utiliser, dans leurs relations avec le personnel de l'établissement, la langue ou une des langues de la région linguistique de l'établissement dans lequel ils exercent leurs fonctions ;

2° de respecter la réglementation d'accès à l'établissement telle que fixée en vertu de la loi de principes ;

3° de veiller à ne pas mettre en danger ou troubler l'ordre et la sécurité conformément aux instructions y relatives qu'ils reçoivent de l'administration pénitentiaire ;

4° de rapporter au directeur de l'établissement les faits qui constitueraient une menace grave pour la sécurité dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ;

5° d'avoir, à l'égard de l'organe représentatif et du directeur de l'établissement, l'obligation de signaler tout ce qui pourrait représenter un conflit d'intérêts dans le cadre de l'exercice de leur fonction ;

6° de rendre compte à leur coordinateur et de s'y adresser en cas de problèmes ou de questions en rapport avec l'exercice de leur mission ;

7° de participer aux journées d'étude ou de formation et rencontres qui sont reconnues par l'organe représentatif comme faisant partie de leur fonction ;

8° de n'utiliser, si ce n'est dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction et avec l'autorisation expresse du directeur de l'établissement, aucun objet appartenant à l'État provenant de la prison ;

9° de se concerter avec le directeur de l'établissement concernant l'organisation pratique des activités.

4° het overmaken aan de Minister van een inlichtingenblad, waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald, voor elke nieuwe aalmoezenier, consulent van een eredienst of moreel consulent, alsook voor de vrijwilligers. Zij dienen ook elke wijziging ervan door te geven;

5° de beslissingen betreffende onderbrekingen en wijzigingen van de arbeidstijd en de beslissingen om op eigen initiatief de opdracht te beëindigen, en de kennisgeving van deze beslissingen aan de Minister.

Art. 5. Teneinde haar bij te staan in de vervulling van haar taken, kan het representatief orgaan onder zijn aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten of zijn vrijwilligers, een coördinator aanstellen, die :

1° deze functie uitoefent onder het gezag van het representatief orgaan;

2° toegang heeft tot de diverse gevangenis, en de gedetineerden mag bezoeken die hebben medegedeeld dat zij gebruik willen maken van de betreffende religieuze of niet-confessionele morele bijstand of het bezoek van een aalmoezenier, consulent van een eredienst of moreel consulent wensen;

3° toezicht uitoefent over de wijze waarop zijn aalmoezeniers, consulenten van de erediensten, moreel consulenten en zijn vrijwilligers hun opdracht uitoefenen.

Een diensthoofd vervult van rechtswege de functie van coördinator.

Het aantal coördinatoren per eredienst of niet-confessionele levensbeschouwing bedraagt ten minste een en ten hoogste twee.

HOOFDSTUK 3. — *De opdrachten en gedragsregels van toepassing op de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten, moreel consulenten en de vrijwilligers*

Afdeling 1. — De opdrachten

Art. 6. De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten, moreel consulenten en de vrijwilligers oefenen, in het kader van het recht van de gedetineerde om zijn eredienst of levensbeschouwing, individueel of collectief, te beleven en te beoefenen, de volgende opdrachten uit:

1° zij leiden de erediensten of de niet-confessionele vieringen, de andere collectieve activiteiten en de bijzondere vieringen;

2° zij ontmoeten de gedetineerden en geven hen religieuze of niet-confessionele morele bijstand.

Deze opdrachten gelden tegenover de gedetineerden die overeenkomstig de regels voorzien in of krachtens de basiswet hebben medegedeeld dat zij gebruik willen maken van de betreffende religieuze of niet-confessionele morele bijstand of het bezoek van een aalmoezenier, consulent van een eredienst of moreel consulent wensen.

Afdeling 2. — Gedragsregels

Art. 7. De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook de vrijwilligers:

1° gebruiken, in hun relaties met het personeel van de gevangenis, de taal of één van de talen van het taalgebied waarin de gevangenis, in dewelke ze hun functie uitoefenen, is gelegen;

2° respecteren de krachtens de basiswet bepaalde toegangsregels tot de gevangenis;

3° waken erover de orde en de veiligheid, conform de instructies die zij hierover krijgen vanwege de penitentiaire administratie, niet in gevaar te brengen of te verstoren;

4° brengen verslag uit bij de directeur van de inrichting van de feiten waarvan ze in de uitoefening van hun ambt kennis kregen en die een ernstige bedreiging voor de veiligheid vormen;

5° hebben, ten aanzien van het representatief orgaan en van de directeur van de inrichting, een meldingsplicht met betrekking tot al wat in hunnen hoofde kan leiden tot een belangenconflict bij de uitoefening van hun opdracht;

6° leggen verantwoording af ten opzichte van hun coördinator en zij richten zich tot deze bij problemen of vragen omtrent de uitoefening van hun opdracht;

7° nemen deel aan de studie- en vormingsdagen en samenkomsten, die door het representatief orgaan worden erkend als kaderend in hun opdracht;

8° mogen geen aan de Staat toebehorend voorwerp uit de gevangenis gebruiken behalve indien dit geschiedt in of naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt en mits uitdrukkelijke toelating van de directeur van de inrichting;

9° overleggen met de directeur van de inrichting voor wat betreft de praktische organisatie van de activiteiten.

Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux ainsi que les volontaires évitent tout comportement contraire à la dignité de leur fonction. Ils évitent aussi toute situation où, même par personne interposée, ils pourraient être associés à des occupations contraires à la dignité de leur fonction.

Art. 8. Il est interdit aux aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et volontaires :

1° de divulguer à des tiers des informations ou des documents dont ils auraient eu connaissance, de manière directe ou indirecte, durant l'exercice de leur fonction, sauf l'application de l'article 7, 4°, 5° et 6°. Les aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et volontaires restent soumis à cette interdiction après la fin de leur désignation ;

2° d'introduire tout objet ou substance dans la prison sauf autorisation expresse du directeur de l'établissement ;

3° de donner aucun objet à un détenu sauf autorisation expresse du directeur de l'établissement ;

4° d'introduire un tiers à l'intérieur de la prison sauf autorisation expresse du directeur de l'établissement ;

5° d'introduire dans la prison ou d'en faire sortir tout objet destiné ou appartenant à des détenus ou de se charger pour eux d'une commission sauf autorisation expresse du directeur de l'établissement ;

6° d'employer des détenus à leur service particulier sauf autorisation spéciale du Ministre ;

7° de faciliter ou de tolérer toute communication irrégulière des détenus, soit à l'intérieur de la prison, soit avec l'extérieur ;

8° d'accepter les dons qui leur seraient offerts par des détenus ou leur famille.

Art. 9. La fonction d'aumônier, conseiller de culte, conseiller moral et volontaire est incompatible avec :

1° la qualité de membre du personnel de la Direction générale sauf moyennant autorisation du directeur-général de la Direction générale ;

2° le fait d'être volontaire dans l'administration pénitentiaire en dehors du cadre des activités visées par le présent arrêté, sauf, moyennant autorisation de l'organe représentatif, s'il s'agit :

a) soit d'une activité volontaire accessoire, exercée dans un autre prison que celle dans laquelle la personne concernée est désignée et pour autant que la Direction générale lui autorise l'accès à cette autre prison ;

b) soit d'une activité volontaire occasionnelle.

3° le fait qu'il existe dans le chef de la personne concernée, selon l'organe représentatif ou le Ministre, un conflit d'intérêts moral ou matériel ou des faits susceptibles de porter atteinte à la dignité de la fonction.

Un éventuel cumul est soumis à l'autorisation de l'organe représentatif et du Ministre ;

4° l'exercice d'un mandat politique ou diplomatique.

Art. 10. § 1. Le directeur de l'établissement informe les aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et les volontaires de toutes les dispositions légales et réglementaires et des directives administratives relatives à leur fonction et à l'administration pénitentiaire, ainsi que des directives internes à la prison dans laquelle ils sont désignés.

§ 2. Les organes représentatifs sont informés par le Ministre de toutes les dispositions légales et réglementaires et des directives administratives relatives à leurs fonction et à l'administration pénitentiaire.

De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook de vrijwilligers vermijden elk gedrag dat in strijd is met de waardigheid van hun functie. Zij vermijden evenzeer elke toestand waarbij zij, zelfs door een tussenpersoon, in verband zouden kunnen gebracht worden met bezigheden die in strijd zijn met de waardigheid van hun functie.

Art. 8. Het is de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook de vrijwilligers, verboden :

1° behoudens toepassing van artikel 7, 4°, 5° en 6°, informatie, inlichtingen, documenten of elke andere zaak bekend te maken aan derden die zij, rechtstreeks of onrechtstreeks, in de uitoefening van hun ambt zouden hebben vernomen. De aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten, alsook de vrijwilligers, blijven ook na de beëindiging van hun aanstelling onderworpen aan dit verbod ;

2° voorwerpen of producten in de gevangenis binnen te brengen zonder uitdrukkelijke toelating van de directeur van de inrichting ;

3° om het even welk voorwerp aan een gedetineerde te geven zonder uitdrukkelijke toelating van de directeur van de inrichting ;

4° om het even wie in de gevangenis binnen te brengen zonder uitdrukkelijke toelating van de directeur van de inrichting ;

5° voorwerpen die voor de gedetineerden bestemd zijn of hen toebehoren, binnen of buiten de gevangenis te brengen of boodschappen voor hen te verrichten zonder uitdrukkelijke toelating van de directeur van de inrichting ;

6° buiten de gevallen waarvoor de Minister een bijzondere toelating heeft verleend, gedetineerden in te zetten tot hun dienst ;

7° om het even welke onregelmatige mededeling van de gedetineerden, hetzij binnen de gevangenis, hetzij met de buitenwereld, te vergemakkelijken of te gedogen ;

8° geschenken te aanvaarden die hen zouden worden aangeboden door gedetineerden of hun familie.

Art. 9. Het ambt van aalmoezenier, consulent van de eredienst en moreel consulent alsook van vrijwilliger is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van personeelslid van het Directoraat-generaal, behalve mits toelating van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal ;

2° het feit vrijwilliger in het gevangeniswezen te zijn buiten het kader van de activiteiten bedoeld in dit besluit, behalve, mits toelating van het representatief orgaan, indien het

a) ofwel een bijkomstige vrijwillige activiteit betreft, uitgeoefend in een andere gevangenis dan deze waarin de betreffende persoon is aangesteld en voor zover dat het Directoraat-generaal hem de toegang verleent aan deze andere gevangenis ;

b) ofwel een occasionele vrijwillige activiteit betreft.

3° het feit dat er, volgens het oordeel van het representatieve orgaan of de Minister, in hoofde van de betreffende persoon sprake is van een moreel of materieel belangenconflict of van feiten die de waardigheid van het ambt in het gedrang kunnen brengen.

Gebeurlijke cumul wordt onderworpen aan de toelating van het representatief orgaan en van de Minister ;

4° het uitoefenen van een politiek of diplomatiek mandaat.

Art. 10. § 1. De directeur van de inrichting stelt de aalmoezeniers, consulenten van de erediensten en moreel consulenten en de vrijwilligers in kennis van alle wettelijke en reglementaire bepalingen en van administratieve richtlijnen betreffende hun opdrachten en betreffende het gevangeniswezen, alsmede van de interne richtlijnen van de gevangenis waarin zij zijn aangesteld.

§ 2. De representatieve organen worden door de Minister in kennis gesteld van alle wettelijke en reglementaire bepalingen en van administratieve richtlijnen betreffende hun opdrachten en betreffende het gevangeniswezen.

CHAPITRE 4. — *Du régime de travail*

Art. 11. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux exercent leur fonction selon un horaire de travail hebdomadaire moyen correspondant à celui des agents de l'Etat qui travaille sous un régime de travail à temps plein ou correspondant à une fraction de ce régime de travail à temps plein. Les modalités d'application sont réglées par les organes représentatifs respectifs en concertation avec le directeur de l'établissement.

Chaque organe représentatif contrôle le respect et la prestation du temps de travail. Il reçoit à cet effet du directeur de l'établissement, mensuellement, toutes les données relatives au temps de travail de ces personnes.

L'organe représentatif compétent peut considérer comme du temps de travail presté la participation à des activités à l'extérieur de l'établissement qui se rapportent à l'assistance des détenus, à la concertation mutuelle ou à la formation continue, y inclus les journées d'étude et de formation prévues à l'article 4, § 1^{er}, 2°. L'organe représentatif compétent tient les documents justificatifs à la disposition de la Direction générale. Les absences sont par ailleurs d'office portées à la connaissance du directeur de l'établissement.

Art. 12. L'aumônier, conseiller de culte, conseiller moral avertit sans délai le directeur de l'établissement, le coordinateur et l'organe représentatif de son absence en cas de maladie, accident - ou pour d'autres raisons. L'absence pour cause de congé doit intervenir en accord avec le coordinateur ou l'organe représentatif.

Art. 13. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux peuvent, aux mêmes conditions et dans les limites prévues pour les agents de l'Etat, bénéficier des congés annuels de vacances, jours fériés et congés et absences, ainsi que du régime concernant la disponibilité pour maladie, prévus par l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, hormis les congés et absences énumérés ci-après :

1° le congé pour changement de résidence dans l'intérêt du service ;

2° les congés pour présenter sa candidature aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires, des conseils provinciaux, des conseils communaux ou des assemblées européennes ;

3° les congés pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi ;

4° le congé pour mission ;

5° l'absence de longue durée pour raisons personnelles.

Ils se trouvent en cas d'absence pour maladie ou accident sous le contrôle médical de l'administration visée à l'arrêté royal précité.

Pour les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux qui travaillent moins que 50 pourcent d'un régime de travail à temps plein, les dispositions de travail à temps partiel ne sont pas d'application.

Les congés annuels de vacances, jours fériés et congés et absences, ainsi que la disponibilité pour maladie sont accordés par l'organe représentatif.

CHAPITRE 5. — *La rémunération*

Art. 14. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux inscrits au cadre, sont rémunérés par le Service Public Fédéral Justice.

Les traitements et les charges sociales patronales sont à charge du Trésor Public.

Art. 15. § 1^{er}. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux bénéficient de l'échelle de traitement N1948.

Les aumôniers en chef, conseiller islamique chef de service et conseiller moral chef de service bénéficient de l'échelle de traitement N1956.

HOOFDSTUK 4. — *De arbeidsregeling*

Art. 11. De aalmoezeniers, consulents van de eredienst en moreel consulents oefenen hun functie uit overeenkomstig een gemiddelde wekelijkse arbeidsduur die overeenstemt met deze van het Rijkspersoneel en die werken met een voltijdse arbeidsregeling of met een regeling die overeenstemt met een breukgedeelte van deze voltijdse arbeidsregeling. De toepassingsmodaliteiten worden geregeld door de respectieve representatieve organen in overleg met de directeur van de inrichting.

Elk representatief orgaan oefent toezicht uit op het respecteren van en op de besteding van de arbeidstijd. Zij ontvangt daartoe maandelijks vanwege de directeur van de inrichting de gegevens betreffende de arbeidstijd van deze personen.

Het bevoegde representatief orgaan mag de deelname aan activiteiten die plaats vinden buiten de gevangenis en die verband houden met de bijstand van de gedetineerde, of aan het onderling overleg of aan de nascholing, inzonderheid de in artikel 4, § 1, 2°, vermelde studie- of vormingsdagen, als bestede arbeidstijd beschouwen. Het bevoegde representatief orgaan houdt de verantwoordingsstukken ter beschikking van het Directoraat-generaal. De afwezigheden worden eveneens ambtshalve ter kennis gebracht van de directeur van de inrichting.

Art. 12. De aalmoezenier, consulent van de eredienst en moreel consulent brengt onverwijld de directeur van de inrichting, de coördinator en het representatief orgaan op de hoogte van zijn afwezigheid ingevolge ziekte, -ongeval of om andere redenen. De afwezigheid wegens verlof moet gebeuren in akkoord met de coördinator of het representatief orgaan.

Art. 13. De aalmoezeniers, consulents van de eredienst en moreel consulents kunnen, onder dezelfde voorwaarden en beperkingen die gelden voor het Rijkspersoneel, genieten van het jaarlijks vakantieverlof, de feestdagen en de verloven en afwezigheden, evenals de regeling betreffende beschikbaarheid wegens ziekte, voorzien in het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen, behalve de verloven en afwezigheden die hierna worden opgesomd:

1° het verlof voor verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst;

2° de verloven om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de gewest- en gemeenschapsraden, van de provincieraden, de gemeenteraden of van de Europese vergaderingen;

3° de verloven voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking;

4° het verlof wegens opdracht;

5° de afwezigheid voor lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden.

Zij staan in geval van afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval onder het geneeskundig toezicht van het in het hogervermeld besluit bedoelde bestuur.

Voor de aalmoezeniers, consulents van de eredienst en moreel consulents die werken aan minder dan 50 procent van een voltijdse arbeidsregeling zijn de bepalingen rond deeltijds werken niet van toepassing.

Het jaarlijks vakantieverlof, de feestdagen en de verloven en afwezigheden, evenals de beschikbaarheid wegens ziekte worden toegekend door het representatief orgaan.

HOOFDSTUK 5. — *De bezoldiging*

Art. 14. De aalmoezeniers, de consulents van de erediensten en de moreel consulents ingeschreven op het kader, worden bezoldigd door de Federale Overheidsdienst Justitie.

De wedden en de sociale lasten ten laste van de werkgever zijn ten laste van de Schatkist.

Art. 15. § 1. De aalmoezeniers, de consulents van de erediensten en de moreel consulents genieten van de weddeschaal N1948.

De hoofdaalmoezeniers, islamconsulent- diensthoofd en moreel consulent diensthoofd, genieten van de weddeschaal N1956.

Ces échelles annuelles de traitement sont fixées comme suit (en EUR): | Deze jaarweddeschalen worden vastgesteld als volgt (in EUR):

	N1948	N1956
0	17.796	25.880
1	18.066	26.076
2	18.335	26.272
3	18.605	26.468
4	18.875	26.663
5	19.144	26.859
6	19.414	27.055
7	19.684	27.251
8	23.943	31.247
9	24.201	31.443
10	24.459	31.639
11	24.717	31.834
12	24.975	32.030
13	25.233	32.226
14	25.491	32.422
15	25.749	32.618
16	26.007	32.814
17	26.265	33.010
18	26.523	33.206
19	26.781	33.401
20	27.039	33.597
21	27.297	33.793
22	27.554	33.989
23	27.812	34.185
24	28.070	34.381
25	28.328	34.577
26	28.586	34.772
27	28.844	34.968
28	29.102	35.164
29	29.360	35.360

§ 2. Le traitement bénéficie du régime d'indexation et il est rattaché à l'indice-pivot 138,01. Son calcul est réalisé en négligeant la troisième décimale dans le résultat final.

Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux qui prestent à temps partiel sont payés au prorata.

Le traitement est payé mensuellement.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux qui ne sont pas porteurs d'un diplôme leur donnant accès à au moins une fonction de niveau B dans la fonction publique administrative fédérale sont rémunérés comme suit :

- 1° Aumônier, conseiller des cultes et conseiller moral ayant moins de 8 ans d'ancienneté pécuniaire:

16 542,44 EUR.

- 2° Aumônier, conseiller des cultes et conseiller moral ayant plus de 8 ans d'ancienneté pécuniaire:

20 398,35 EUR.

§ 4. Par dérogation au § 1^{er}, les aumôniers en chef, conseiller islamique chef de service et conseiller moral chef de service, qui ne sont pas porteurs d'un diplôme leur donnant accès à une fonction de niveau A dans la fonction publique administrative fédérale sont rémunérés comme suit :

- Aumônier en chef, conseiller islamique chef de service et conseiller moral chef de service :

22.164,26 EUR.

§ 2. Op de wedde geldt de indexeringsregeling en ze is verbonden aan de spilindex 138,01. Bij de berekening ervan wordt geen rekening gehouden met de derde decimaal in het eindresultaat.

De aalmoezeniers, de consulents van de erediensten en de moreel consulents die deeltijds presteren worden pro rata betaald.

De wedde wordt maandelijks betaald.

§ 3. In afwijking van § 1 worden de aalmoezeniers, de consulents van de erediensten en de moreel consulents, die geen houder zijn van een diploma dat minstens toegang geeft tot een functie behorende tot het niveau B binnen het federaal administratief openbaar ambt, als volgt bezoldigd:

- 1° Aalmoezener, consulent van de eredienst en moreel consulent met minder dan 8 jaar geldelijke anciënniteit :

16.542,44 EUR.

- 2° Aalmoezener, consulent van de eredienst en moreel consulent met meer dan 8 jaar geldelijke anciënniteit :

20.398,35 EUR.

§ 4. In afwijking van § 1 worden de hoofdaalmoezeniers, islamconsulent- diensthoofd en moreel consulent- diensthoofd, die geen houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot een functie behorende tot het niveau A binnen het federaal administratief openbaar ambt, als volgt bezoldigd:

- Hoofdaalmoezener, islamconsulent-diensthoofd en moreel consulent-diensthoofd:

22.164,26 EUR.

S'ils sont porteurs d'un diplôme donnant accès à au moins une fonction appartenant au niveau B de la fonction publique administrative fédérale, et s'ils ont 8 ans d'ancienneté pécuniaire acquise en tant qu'aumônier, conseiller des cultes ou conseiller moral, ils bénéficient de l'échelle de traitement N1948 à partir de 8 ans d'ancienneté pécuniaire.

Art. 16. Les traitements visés à l'article 15 donnent lieu aux retenues et aux cotisations conformes à la législation sociale et fiscale, comme prévus pour les traitements des agents de l'Etat.

Il n'y a pas de retenue en matière de financement des pensions de survie pour les ministres des cultes auxquels le mariage est interdit conformément à l'article 59, alinéa 2, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

L'aumônier, conseiller de culte et conseiller moral communique à l'organe représentatif et au directeur de l'établissement qui informe le service du personnel de la Direction générale, toute donnée d'ordre administratif ou familial susceptible d'avoir des répercussions sur le traitement.

Art. 17. Sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, les services qui ont été prestés dans les prisons comme aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral rémunéré. Les services prestés dans les prisons avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont également pris en considération.

Art. 18. Une allocation de fin d'année, un pécule de vacances et une indemnité pour frais funéraires sont accordés aux aumôniers, conseillers de culte et conseillers moraux, aux conditions et suivant les modalités fixées pour les agents de l'Etat.

Art. 19. Les indemnités pour frais de parcours et de déplacement entre la résidence et le lieu de travail qui sont prévues pour les agents de l'Etat sont également accordées aux aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux à temps plein ou à temps partiel.

En cas de désignation dans plusieurs établissements, l'établissement le plus proche du domicile est considéré comme la résidence administrative.

Les aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux bénéficient aux mêmes conditions que celles prévues pour les agents de l'Etat des indemnités reprises ci-après pour autant que le présent article n'y déroge pas:

1° l'indemnité pour frais de parcours lors d'un déplacement effectué pour les besoins du service, étant entendu que :

a) en cas de désignation dans plusieurs établissements, les déplacements entre les établissements sont considérés comme des déplacements de service, pour autant que le déplacement soit effectué conformément aux directives de la Direction générale ;

b) sur demande motivée de la Direction générale le Ministre peut donner l'autorisation d'utiliser un véhicule à moteur personnel aux chefs de service et coordinateurs rémunérés nommément désignés, comme prévu aux articles 69 à 71 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale.

2° l'indemnité pour l'utilisation de la bicyclette ;

3° la prise en charge des frais de déplacement en transports en commun de la résidence au lieu de travail étant entendu qu'en cas de désignation dans plusieurs établissements, seuls les frais de transports en commun engagés pour atteindre la résidence administrative sont pris en considération.

CHAPITRE 6. — Du cadre

Art. 20. Le cadre des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux dans les établissements pénitentiaires, exprimé en équivalents temps plein, est établi comme suit :

Culte catholique :		Katholieke eredienst:	
Aumônier en chef	1	Hoofdaalmoezenier	1
Aumôniers	24	Aalmoezeniers	24
Culte protestant évangélique :		Protestantse-Evangelische eredienst:	
Aumôniers	9,4	Aalmoezeniers	9,4
Culte islamique :		Islamitische eredienst:	
Conseiller islamique chef de service	1	Islamconsulent- diensthof	1
Conseillers islamiques	26	Islamconsulenten	26

Indien zij beschikken over een diploma dat minstens toegang geeft tot een functie behorende tot het niveau B binnen het federaal administratief openbaar ambt, en zij beschikken over 8 jaar geldelijke anciënniteit opgebouwd binnen de functie van aalmoezenier, consulent van de erediensten of moreel consulent, dan genieten zij vanaf 8 jaar geldelijke anciënniteit van de weddeschaal N1948.

Art. 16. De wedden bedoeld in artikel 15 geven aanleiding tot de inhoudingen en tot de bijdragen ingevolge de sociale en fiscale wetgeving, zoals voorzien op de wedden van het Rijkspersoneel.

Er is geen inhouding voor de financiering van de overlevingspensioenen voor de bedienaars van de erediensten die niet in het huwelijk mogen treden zoals voorzien in artikel 59, tweede lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

De aalmoezenier, consulent van de eredienst en moreel consulent deelt elk gegeven van administratieve of familiale aard die een weerslag kan hebben op de wedde, mee aan het representatief orgaan en aan de directeur van de inrichting die de personeelsdienst van het Directoraat-generaal informeert.

Art. 17. Worden in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, de diensten die als bezoldigd aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent in de gevangenis werden gepresteerd. De gepresteerde diensten in de gevangenis vóór de inwerkingtreding van onderhavig besluit worden ook in aanmerking genomen.

Art. 18. Een eindejaarstoelage, vakantiegeld en een vergoeding wegens begrafeniskosten, worden toegekend aan de aalmoezeniers, consulenten van de eredienst en moreel consulenten onder de voor het Rijkspersoneel vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

Art. 19. De vergoedingen voor reiskosten en woon-werkverkeer, die voorzien zijn voor het Rijkspersoneel, worden eveneens toegekend aan de voltijdse en deeltijdse aalmoezeniers, consulenten van de eredienst en moreel consulenten.

In geval van aanstelling in meerdere gevangenis, wordt de gevangenis die het dichtst gelegen is van de woonplaats, als administratieve standplaats beschouwd.

De aalmoezeniers, consulenten van de eredienst en moreel consulenten genieten de hierna vermelde vergoedingen, onder dezelfde voorwaarden als deze die gelden voor het Rijkspersoneel, voor zover onderhavig artikel hiervan niet afwijkt:

1° de vergoeding voor reiskosten bij een verplaatsing voor dienstredenen, met dien verstande dat :

a) in geval van aanstelling in meerdere gevangenis, worden de verplaatsingen tussen gevangenis beschouwd als dienstreizen, voor zover de verplaatsing gebeurt in overeenstemming met de richtlijnen van het Directoraat-generaal;

b) de Minister op gemotiveerd verzoek van het Directoraat-generaal de toelating kan geven aan de bezoldigde diensthooft en coördinatoren, nominatief aangeduid, om een eigen motorvoertuig te gebruiken, zoals voorzien in artikelen 69 tot 71 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt.

2° de vergoeding voor het gebruik van de fiets;

3° de tenlasteneming van de kosten inzake openbaar vervoer in woon-werkverkeer met dien verstande dat in geval van aanstelling in meerdere gevangenis, alléén de kosten inzake openbaar vervoer naar de administratieve standplaats in aanmerking worden genomen.

HOOFDSTUK 6. — Het kader

Art. 20. Het kader van de aalmoezeniers, de consulenten van de eredienst en van de moreel consulenten bij de gevangenis wordt, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, als volgt vastgesteld:

Culte orthodoxe :		Orthodoxe eredienst:	
Aumôniers	5	Aalmoezeniers	5
Culte israélite :		Israelitische eredienst:	
Aumôniers	2	Aalmoezeniers	2
Culte anglican :		Anglikaanse eredienst:	
Aumôniers	2	Aalmoezeniers	2
Philosophie non confessionnelle :		Niet-confessionele levenbeschouwing:	
Conseillers moraux	9	Moreel consulentes	9

CHAPITRE 7. — *Modalités relatives à la pratique du culte ou activité philosophique non confessionnelle*

Art. 21. Le directeur de l'établissement communique aux aumôniers, conseillers des cultes, conseillers moraux et volontaires toutes les informations utiles à l'exercice de leur fonction dans l'établissement.

Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, et les volontaires, se concertent avec le directeur de l'établissement en cas de conflit.

Art. 22. Ils reçoivent les formations nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Art. 23. Ils sont autorisés à porter l'habit et les signes distinctifs de leur culte ou organisation philosophique non confessionnelle et à utiliser les objets s'y rapportant.

Le directeur de l'établissement peut toutefois interdire le port d'un vêtement ou l'utilisation d'un objet susceptible de menacer l'ordre ou la sécurité dans la prison.

Art. 24. § 1^{er}. Chaque prison met à la disposition des aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux ainsi que les volontaires un local adapté à leurs besoins et spécificités. Lorsqu'il n'est pas possible de mettre un local à la disposition de chaque culte ou organisation philosophique non confessionnelle, un local commun, comportant un nombre de bureaux permettant à chacun de travailler dans des conditions correctes, doit être prévu. Les modalités d'utilisation de ce local doivent être déterminées en concertation entre les utilisateurs de ce local et le directeur de l'établissement.

§ 2. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux doivent également avoir accès aux facilités bureautiques disponibles au sein de la prison.

Art. 25. Le local prévu à l'article 74, § 4 de la loi de principes est équipé de manière à permettre l'exercice effectif des activités communes qui s'inscrivent dans le cadre du droit du détenu de vivre et de pratiquer librement sa religion ou sa philosophie dans une atmosphère de sérénité et de dignité.

Ce local est commun à tous les cultes et organisations philosophiques non confessionnelles sauf décision contraire du directeur de l'établissement.

L'usage de ce local est réglé en concertation entre le directeur de l'établissement et les aumôniers, les conseillers des cultes et les conseillers moraux ainsi que les volontaires.

Art. 26. Le directeur de l'établissement fixe, en concertation avec les aumôniers, les conseillers des cultes et les conseillers moraux, les modalités relatives aux cérémonies religieuses ou philosophiques non confessionnelles ainsi que le nombre maximum de participants.

Art. 27. Les aumôniers, les conseillers des cultes et les conseillers moraux sont responsables du bon déroulement des activités communes.

Ils peuvent exclure le participant qui en perturbe le bon déroulement. Pour ce faire, ils demandent l'assistance du personnel de la prison.

Lorsque, suite à la perturbation du bon déroulement de l'activité, l'aumônier, le conseiller de culte ou le conseiller moral n'intervient pas et que, par ce fait, la sécurité se trouve compromise, le personnel de la prison est alors habilité à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité y compris interrompre ou mettre fin à l'activité commune.

HOOFDSTUK 7. — *Modaliteiten betreffende de uitoefening van de eredienst of niet-confessionele levenbeschouwelijke activiteit*

Art. 21. De directeur van de inrichting licht de aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes, alsook de vrijwilligers in over alle elementen die nuttig zijn voor de uitoefening van hun ambt in de gevangenis.

De aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes, en de vrijwilligers, plegen overleg met de directeur van de inrichting in geval van conflicten.

Art. 22. Zij ontvangen de opleidingen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun ambt.

Art. 23. Het is hen toegelaten de kledij en de kentekens te dragen van hun eredienst of niet-confessionele levensbeschouwelijke organisatie, alsook om de voorwerpen te gebruiken die ermee verbonden zijn.

De directeur van de inrichting kan evenwel het dragen van een kledingstuk of het gebruik van een voorwerp verbieden wanneer het de orde of de veiligheid in de gevangenis in gevaar kan brengen.

Art. 24. § 1. Iedere gevangenis stelt een ruimte ter beschikking van de aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes alsook de vrijwilligers die aangepast is aan hun behoeften en specifieke hoedanigheid. Indien geen ruimte ter beschikking kan worden gesteld van elke eredienst of levensbeschouwing, wordt een gemeenschappelijke ruimte met bureaus voorzien die één ieder toelaat op correcte wijze te werken, waarbij de gebruiksmodaliteiten van deze ruimte bepaald worden in overleg tussen de gebruikers van de ruimte en de directeur van de inrichting.

§ 2. Aan de aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes wordt eveneens toegang verleend tot de beschikbare kantoorfaciliteiten binnen de gevangenis.

Art. 25. De ruimte die in artikel 74, § 4, van de basiswet is bedoeld is zodanig ingericht dat ze de daadwerkelijke uitoefening van de gemeenschappelijke activiteiten die kaderen in het recht van de gedetineerde om zijn eredienst of levensbeschouwing vrij te beleven en te belijden mogelijk maakt in een serene en waardige sfeer.

Deze ruimte is gemeenschappelijk aan alle erediensten of levensbeschouwingen, behoudens andersluidende beslissing van de directeur van de inrichting.

Het gebruik van deze ruimte gebeurt in overleg tussen de directeur van de inrichting en de aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes, alsook de vrijwilligers.

Art. 26. De directeur van de inrichting stelt, in overleg met de aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes, de modaliteiten van de erediensten of niet-confessionele vieringen vast, evenals het maximum aantal deelnemers.

Art. 27. De aalmoezeniers, consulentes van de eredienst en moreel consulentes zijn verantwoordelijk voor het goede verloop van de gemeenschappelijke activiteiten.

Zij kunnen de deelnemer uitsluiten die het goede verloop van de activiteit verstoort. Om dit te doen, vragen zij de bijstand van het personeel van de gevangenis.

Wanneer bij de verstoring van het goede verloop van de activiteit een tussenkomst van de aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent uitblijft en de veiligheid hierdoor in het gedrang wordt gebracht, is het personeel van de gevangenis gemachtigd de nodige maatregelen te nemen, met inbegrip van het onderbreken of het beëindigen van de gemeenschappelijke activiteit.

CHAPITRE 8. — *Des frais inhérents à l'exercice de l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle*

Art. 28. Les frais inhérents à l'exercice de l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle dans les prisons et à l'exercice de la fonction d'aumônier, conseiller de culte et conseiller moral sont à charge de l'Etat, dans les limites des crédits inscrits annuellement à cet effet au budget du Service Public Fédéral Justice.

Ces frais comprennent les frais d'organisation de l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle individuelle et collective dans chaque établissement. Ces frais sont à charge du budget de l'établissement concerné.

En vue de l'application de l'alinéa 1^{er}, le directeur de l'établissement dresse annuellement le budget relatif au fonctionnement de l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle dans son établissement. A cette fin, l'organe représentatif compétent ou le coordinateur transmet au directeur de l'établissement une estimation des frais inhérents à l'assistance religieuse ou morale non confessionnelle dans l'établissement concerné.

CHAPITRE 9. — *Des mesures d'ordre et de la fin de désignation*

Art. 29. § 1^{er}. En cas d'infraction aux règles fixées en vertu du chapitre IV du titre V de la loi de principes et les règles reprises dans le présent arrêté, le directeur de l'établissement peut temporairement interdire d'accéder à l'établissement à l'aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral, ainsi qu'au volontaire.

§ 2. Le directeur de l'établissement notifie immédiatement par écrit la décision d'interdiction d'accès motivée :

- 1° à la personne concernée;
- 2° au coordinateur;
- 3° à l'organe représentatif compétent;
- 4° au Ministre.

§ 3. Une réunion de concertation doit être organisée dans le délai de 30 jours calendrier, calculé de date à date, entre la personne concernée, un représentant de l'organe représentatif compétent, le directeur de l'établissement et un représentant de la Direction générale. La personne concernée peut se faire assister par un tiers de son choix.

Si les parties ne parviennent pas à un accord, elles rédigent un rapport présentant les points de vue respectifs qui sera envoyé dans les huit jours calendrier au Ministre. Le Ministre prendra une décision dans le délai de 30 jours calendrier, calculé de date à date, qui suit la réception du rapport.

Art. 30. Le Ministre peut mettre fin définitivement à la désignation visée à l'article 3, § 1^{er} :

- 1° de sa propre initiative pour des raisons graves ;
- 2° en application de la procédure visée à l'article 30 § 3 ;
- 3° à la demande écrite de l'organe représentatif compétent ;
- 4° parce que les conditions de désignation énoncées à l'article 3 ne sont plus remplies.

La décision du Ministre est communiquée dans les huit jours calendrier par écrit :

- 1° à la personne concernée ;
- 2° au coordinateur ;
- 3° au directeur de l'établissement ;
- 4° à l'organe représentatif compétent.

Art. 31. Le Ministre peut suspendre temporairement la désignation visée à l'article 3, § 1^{er}, à la demande écrite de l'organe représentatif compétent pour trois mois au maximum. Cette suspension temporaire de désignation entraîne la suspension du traitement pour l'aumônier, conseiller des cultes et conseiller moral.

Art. 32. Entraîne de plein droit la fin de la désignation :

- 1° le retrait ou l'absence de renouvellement de l'attestation de sécurité ;
- 2° le fait que l'aumônier, conseiller de culte, conseiller moral ou le volontaire se trouve dans une situation qui est, en vertu de l'article 9, incompatible avec la fonction ;
- 3° la perte des droits civils et politiques, le cas échéant ;
- 4° quand l'inaptitude médicale a été dûment constatée.

HOOFDSTUK 8. — *De kosten inherent aan de werking van de religieuze of niet-confessionele morele bijstand*

Art. 28. De kosten inherent aan de werking van de religieuze of niet-confessionele morele bijstand in de gevangnissen en aan de uitoefening van het ambt van de aalmoezenier, consulent van de eredienst en moreel consulent, zijn ten laste van de Staat, binnen de grenzen van de kredieten die hiervoor jaarlijks op de begroting van Federale Overheidsdienst Justitie ingeschreven worden.

De bedoelde kosten omvatten de kosten voor de individuele en collectieve werking van de religieuze en niet-confessionele morele bijstand verbonden aan elke gevangenis. Deze kosten worden ten laste genomen op de begroting van de betreffende gevangenis.

Met het oog op de toepassing van het eerste lid, maakt elke gevangenis jaarlijks de begroting inherent aan de werking van de religieuze en niet-confessionele morele bijstand in zijn gevangenis op. Ten dien einde maakt het bevoegde representatief orgaan of de coördinator een begroting van de kosten betreffende haar religieuze of niet-confessionele morele bijstand in de betreffende gevangenis over aan de directeur van de inrichting.

HOOFDSTUK 9. — *Ordemaatregelen en beëindiging van de aanstelling*

Art. 29. § 1. In geval van overtreding van de krachtens hoofdstuk IV van titel V van de basiswet en de in dit besluit opgenomen regels kan de directeur van de inrichting de aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent, evenals de vrijwilliger tijdelijk de toegang tot de gevangenis ontzeggen.

§ 2. De gemotiveerde beslissing tot ontzegging van de toegang wordt door de directeur van de inrichting onverwijld schriftelijk meegedeeld:

- 1° aan de betrokkene;
- 2° aan de coördinator ;
- 3° aan het bevoegde representatief orgaan;
- 4° aan de Minister.

§ 3. Binnen een termijn van 30 kalenderdagen, gerekend van datum tot datum, wordt een overleg georganiseerd tussen betrokkene, een vertegenwoordiger van het bevoegde representatief orgaan, de directeur van de inrichting en een vertegenwoordiger van het directaat-generaal. De betrokkene kan zich laten bijstaan door een derde naar zijn keuze.

Indien de partijen niet tot een akkoord komen, maken zij een verslag op dat de onderscheiden standpunten weergeeft, en dat binnen de acht kalenderdagen overgemaakt wordt aan de Minister. De Minister zal een beslissing nemen binnen de 30 kalenderdagen, gerekend van datum tot datum, na de ontvangst van het advies.

Art. 30. De Minister kan de aanstelling bedoeld in artikel 3, § 1, definitief beëindigen:

- 1° op eigen initiatief omwille van ernstige redenen;
- 2° in toepassing van de procedure bedoeld in artikel 30 § 3 ;
- 3° op schriftelijk verzoek van het bevoegde representatief orgaan;
- 4° omwille van het niet meer voldoen aan de aanstellingsvoorwaarden opgenomen in artikel 3.

De beslissing van de Minister wordt binnen de acht kalenderdagen schriftelijk meegedeeld:

- 1° aan de betrokkene;
- 2° aan de coördinator ;
- 3° aan de directeur van de inrichting;
- 4° aan het bevoegde representatief orgaan.

Art. 31. De Minister kan, op schriftelijk verzoek van het bevoegde representatief orgaan, de aanstelling bedoeld in artikel 3, § 1, tijdelijk opschorten voor maximum drie maanden. Deze tijdelijke opschorting van de aanstelling brengt de opschorting van de bezoldiging voor de aalmoezenier, de consulent van de erediensten en de moreel consulent met zich mee.

Art. 32. Leidt van rechtswege tot de beëindiging van de aanstelling :

- 1° de intrekking of het gebrek aan hernieuwing van het veiligheidsattest;
- 2° het feit dat de aalmoezenier, consulent van de eredienst, moreel consulent of vrijwilliger zich bevindt in een situatie die overeenkomstig artikel 9 onverenigbaar is met het ambt;
- 3° het verlies van de burgerlijke en politieke rechten, indien van toepassing;
- 4° als de medische ongeschiktheid behoorlijk werd vastgesteld.

CHAPITRE 10. — *De la concertation*

Art. 33. Dans le souci de renforcer la concertation permanente entre le Service Public Fédéral Justice et les organes représentatifs, est créée la Commission Administrative des Représentants des Cultes et des Représentants de l'Assistance Laïque appelée « Commission de Concertation », chargée de la concertation dans le cadre du présent arrêté.

La présidence et le secrétariat sont assurés par le Service Public Fédéral Justice qui convoque la première réunion. La Commission de Concertation se réunit tous les quatre mois.

La Commission de Concertation adopte un règlement d'ordre intérieur.

Art. 34. Chaque organe représentatif délègue deux représentants parmi lesquels les chefs de service ou les coordinateurs, éventuellement désignés conformément à l'article 5, comme membres de la Commission de Concertation susmentionnée.

CHAPITRE 11. — *Des dispositions diverses*

Art. 35. Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux sont considérés, uniquement pour l'application de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, comme des personnes nommées à titre définitif.

Art. 36. Moyennant l'accord écrit de l'organe représentatif compétent, l'aumônier, conseiller de culte ou conseiller moral peut poursuivre son activité au-delà du mois au cours duquel il a atteint l'âge légal de la pension en qualité de volontaire.

CHAPITRE 12. — *Des dispositions transitoires et modificatives*

Art. 37. Le présent arrêté est, à dater de son entrée en vigueur, applicable aux personnes qui, le jour qui précède cette date, étaient désignées comme aumônier, conseiller de culte, conseiller moral ou volontaire ainsi qu'aux personnes désignées à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté comme aumônier, conseiller de culte, conseiller moral ou volontaire.

Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, ainsi que les volontaires qui à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté présent, ne répondent pas à la condition de désignation repris à l'article 3, § 1^{er}, 2°, ont un délai de 30 mois pour délivrer la preuve de la connaissance suffisante de la langue.

Les aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux, désignés à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté présent, reçoivent un capital de 63 jours de maladie.

Art. 38. Dans l'article 13 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots « et aux aumôniers de prison » sont remplacés par les mots « et aux aumôniers, conseillers des cultes et conseillers moraux dans les prisons ».

CHAPITRE 13. — *Dispositions abrogatoires et entrée en vigueur*

Art. 39. Sont abrogés :

1° les articles 39bis, inséré par l'arrêté royal du 23 mars 2001, 40, remplacé par l'arrêté royal du 23 mars 2001, 44, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 2001, 45, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 2001, et 48, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 2001, de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires ;

2° l'arrêté royal du 25 octobre 2005 fixant le cadre des aumôniers et des conseillers islamiques appartenant à un des cultes reconnus ainsi que des conseillers moraux de philosophie non confessionnelle du Conseil central laïque auprès des Établissements pénitentiaires et fixant leurs échelles de traitement, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2016 ;

3° les articles 75 à 77, 79, 80, et 87 à 91 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires comme modifié par l'arrêté ministériel du 15 avril 2002.

HOOFDSTUK 10. — *Het overleg*

Art. 33. Met het oog op de versterking van het voortdurend overleg tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de representatieve organen, wordt de Administratieve Commissie van de vertegenwoordigers van de Erediensten en de vertegenwoordigers van Niet-confessionele Bijstand opgericht genaamd "Overlegcommissie", belast met het overleg in het kader van dit besluit.

De Federale Overheidsdienst Justitie neemt het voorzitterschap en het secretariaat waar en roept de eerste vergadering samen. De commissie vergadert om de vier maanden.

De Overlegcommissie keurt een huishoudelijk reglement goed.

Art. 34. Ieder representatief orgaan delegeert twee vertegenwoordigers waaronder de hoofden van dienst of de coördinatoren, eventueel aangesteld overeenkomstig artikel 5, als leden van bovengenoemde Overlegcommissie.

HOOFDSTUK 11. — *Diverse bepalingen*

Art. 35. De aalmoezeniers, consulents van de eredienst en moreel consulents worden enkel voor de toepassing van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders beschouwd als personen die in vast verband benoemd zijn.

Art. 36. Mits schriftelijk akkoord van het bevoegde representatief orgaan kan de activiteit van aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent worden verder gezet na de maand waarin de wettelijk pensioenleeftijd wordt bereikt, in de hoedanigheid van vrijwilliger.

HOOFDSTUK 12. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

Art. 37. Dit besluit is, vanaf de datum van zijn inwerkingtreding, toepasselijk op diegenen die op de dag voorafgaand aan deze datum waren aangesteld als aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent of als vrijwilliger evenals op diegenen die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit aangesteld worden als aalmoezenier, consulent van de eredienst of moreel consulent of als vrijwilliger.

De aalmoezeniers, consulents van de eredienst en moreel consulents alsook de vrijwilligers die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit niet voldoen aan de aanstellingsvoorwaarde opgenomen in artikel 3, § 1, 2°, hebben 30 maanden de tijd om het bewijs van de voldoende taalkennis te leveren.

De aalmoezeniers, consulents van de eredienst en moreel consulents, die aangesteld zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, ontvangen een ziektekapitaal van 63 dagen.

Art. 38. In artikel 13 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, worden de woorden "en de gevangenis-aalmoezeniers" vervangen door de woorden "de aalmoezeniers, de consulents van de eredienst en de moreel consulents in de gevangenis".

HOOFDSTUK 13. — *Opheffingsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 39. Opgeheven worden :

1° de artikelen 39bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001, 40, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001, 44, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001, 45, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001, en 48, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2001, van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen;

2° het koninklijk besluit van 25 oktober 2005 houdende vaststelling van het kader van de aalmoezeniers en de islamconsulents van de erkende erediensten en van de moreel consulents van de Centrale Vrijzinnige Raad der niet confessionele levensbeschouwing bij de Strafinrichtingen, zomede tot vaststelling van hun weddenschalen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2016;

3° de artikelen 75 tot 77, 79, 80, en 87 tot 91 van het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 april 2002.

Art. 40. Entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2019 :

1° les articles 74, § 5, et 75 de la loi de principes ;

2° le présent arrêté.

Art. 41. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Art. 40. Treden in werking op 1 juli 2019:

1° de artikelen 74, § 5, en 75 van de basiswet;

2° dit besluit.

Art. 41. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE